

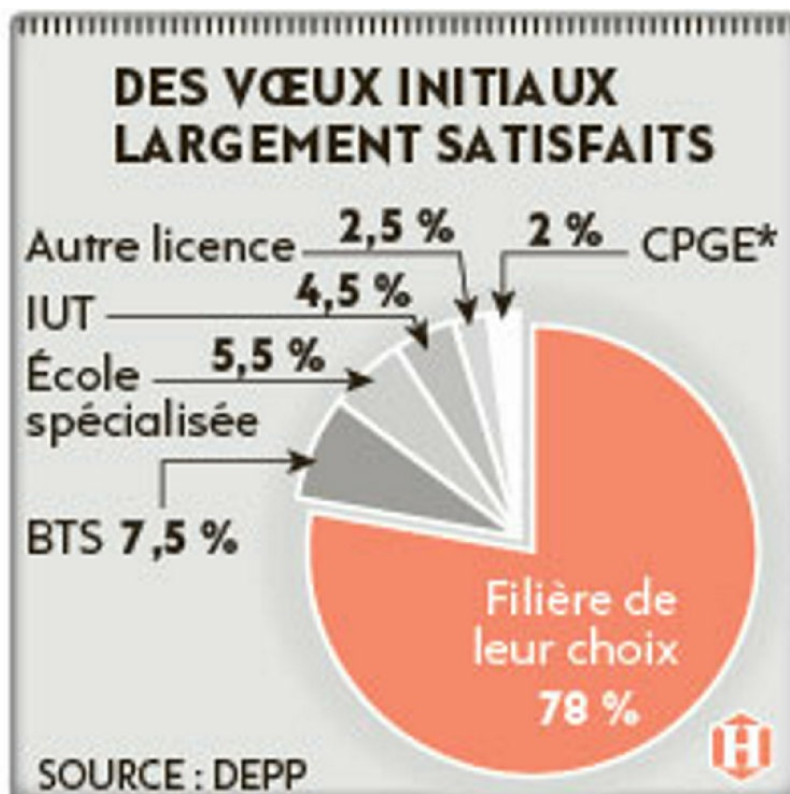
Universités : le gouvernement enchaîne les mensonges

H humanite.fr/universites-le-gouvernement-enchaîne-les-mensonges-649068

Laurent Mouloud, *L'Humanité*, 22 Janvier 2018

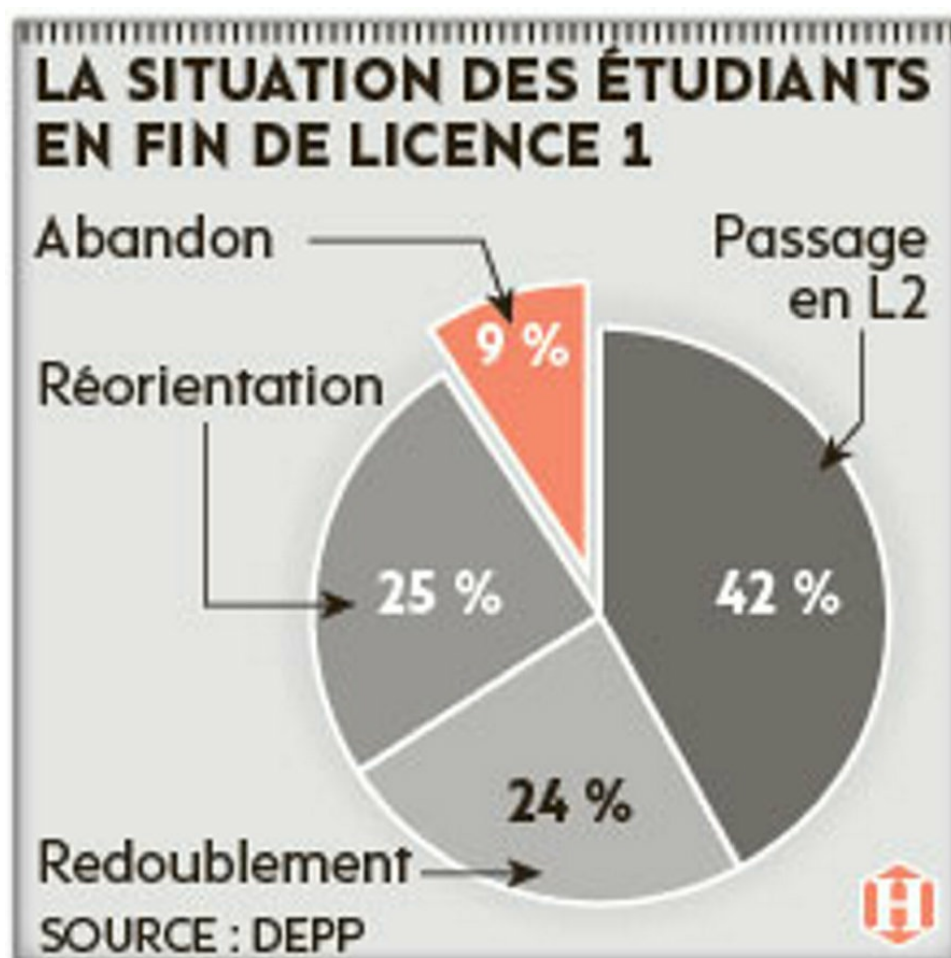
1. « Beaucoup de bacheliers vont à la fac par défaut » : FAUX !

C'est l'un des refrains les plus récurrents : beaucoup de bacheliers s'inscriraient à l'université faute de mieux, dépités d'avoir échoué à l'entrée des filières sélectives (BTS, IUT, écoles spécialisées, classes préparatoires)... Une vision caricaturale. Selon une enquête de 2011, la proportion d'inscrits « par défaut » à l'université est relativement faible : moins de 20 %. Pour près de huit bacheliers sur dix, la filière qu'ils ont obtenue à la fac était leur premier vœu sur Admission post-bac (APB). Une satisfaction particulièrement élevée dans des disciplines comme les Staps (sports), la géographie, les langues, le droit ou encore la philosophie. Le jeune indécis, bâillant sur les bancs de l'amphi, relève également de l'image d'Épinal. D'après une étude du ministère de 2011, quelque 88 % des étudiants entrés en licence ont un projet professionnel et, pour 44 %, il est bien précis. Des taux supérieurs à ceux constatés en BTS, IUT et classes préparatoires. L'université n'est donc pas synonyme d'échec dans la tête des bacheliers, rappellent les sociologues Romuald Bodin et Sophie Orange (1) : « Beaucoup y viennent pour acquérir une culture académique, développer un esprit critique, s'appropriier des méthodes d'analyse. » Pour rappel, l'insertion professionnelle reste bonne : trente mois après leur sortie de la fac, 90 % des titulaires d'un master et 91 % d'une licence professionnelle ont un emploi.



2. « Le taux d'échec en première année de licence est de 60 % » : FAUX !

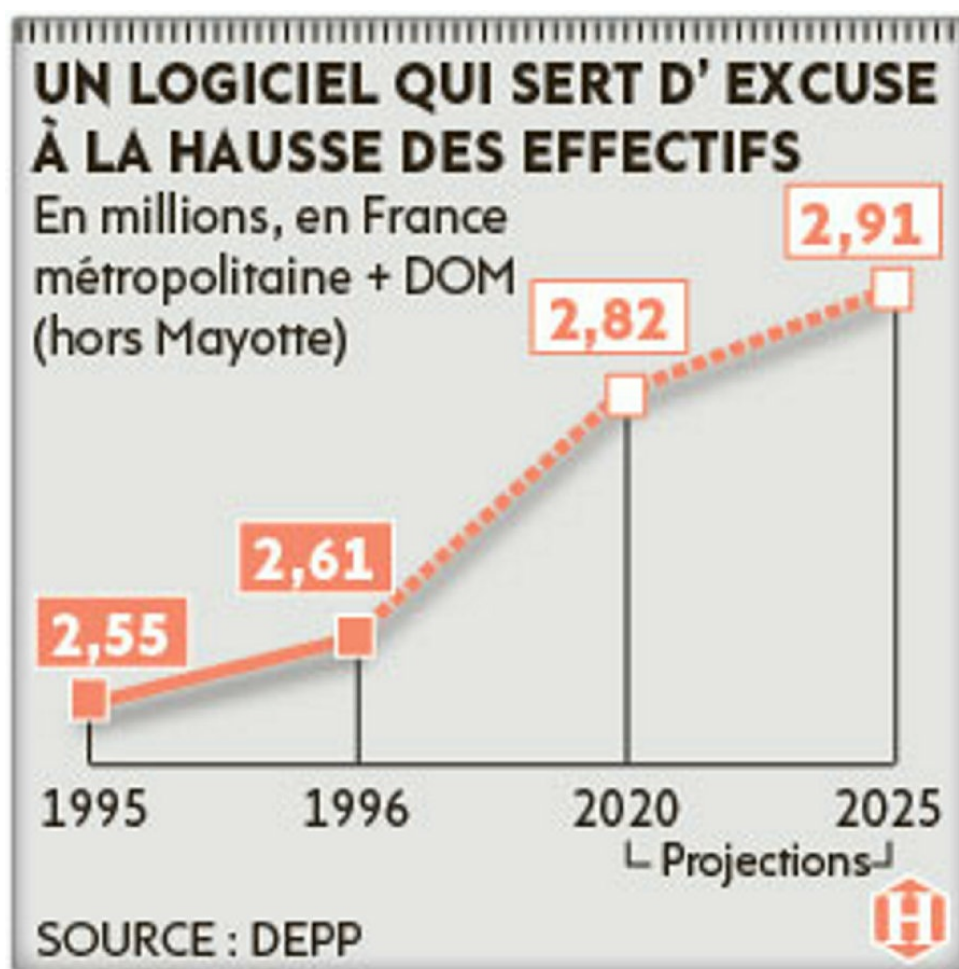
Ce pourcentage est répété en boucle par les macronistes pour justifier la réforme. Une manière de noircir le tableau en jouant sur le mot « échec ». Dans les faits, seuls environ 10 % des bacheliers abandonnent purement et simplement les études supérieures à la fin de leur première année de licence, tandis que près de la moitié passent en deuxième année. Les autres ? Un quart redoublent et un autre quart se réorientent (BTS, IUT, écoles spécialisées, autre licence...). Cela ne veut pas dire qu'ils sont en « échec », juste qu'ils tâtonnent sur leur choix d'avenir. « La première année de licence contribue à redistribuer les étudiants qui ont le tort aujourd'hui de ne pas avoir une trajectoire parfaitement linéaire et, en quelque sorte, préajustée à l'offre d'enseignement supérieur », relèvent Romuald Bodin et Sophie Orange. Loin du catastrophisme proclamé, ces taux d'abandon sont plutôt stables depuis les années 1970.



3. « APB est la source de tous les maux, il fallait y mettre fin » : FAUX !

Le logiciel Admission post-bac (APB) fait office de bouc émissaire de la réforme. Chargé

depuis 2008 d'orienter automatiquement les bacheliers en fonction de leurs vœux et d'autres critères plus obscurs, cet algorithme s'est surtout retrouvé à devoir gérer une pénurie de places. En 2017, plus de 808 000 jeunes – un record – se sont inscrits sur la plateforme, soit une hausse de 46 000 candidatures par rapport à l'an dernier. En face ? Des capacités d'accueil inchangées, estimées à 654 000 places. « Nous n'avons ni le personnel encadrant, ni le mobilier, ni le budget nécessaires pour les augmenter », reconnaît la Conférence des présidents d'université. Bref, aucun logiciel ne pouvait résoudre cette équation. Les tirages au sort dans les filières « en tension », tout comme les milliers de bacheliers sans affectation à l'issue de l'été ne sont que la conséquence de ce sous-investissement chronique, qui a vu le nombre d'universités passer de 81 en 2005 à 72 en 2015. À l'avenir ? On attend 300 000 étudiants supplémentaires d'ici à 2025. Le gouvernement n'a prévu de créer que 130 000 places sur cinq ans. Pour mémoire, le même défi démographique s'est posé en 1990, lorsqu'il a fallu accueillir le pic de naissances du début des années 1970. À l'époque, le plan U 2000 s'était traduit par la construction de huit universités. Aujourd'hui, le gouvernement préfère gérer les flux par la sélection plutôt que d'adapter l'offre à la demande.



4. « L'État investit massivement dans les universités » :
FAUX !

À entendre le gouvernement, l'effort financier pour l'université serait sans précédent : près d'un milliard d'euros sur le quinquennat. Une somme pourtant très loin des besoins, estimés par le livre blanc sur l'enseignement supérieur et la recherche à 2 milliards par an. Pis : sur ce milliard promis, seuls 100 millions par an iront aux établissements pour augmenter le nombre de places dans les filières en tension, financer les dispositifs pédagogiques et assurer les nouvelles tâches administratives. Une aumône. D'après le Snesup-FSU, les 40 000 places à créer dès cette année nécessitent, à elles seules, 460 millions d'euros supplémentaires, soit 2,3 milliards sur cinq ans, sans compter les investissements immobiliers... Si l'on regarde précisément la licence, pourtant objet de toutes les attentions, le budget 2018 ne prévoit d'y injecter que 4,2 millions d'euros supplémentaires, soit une hausse de 0,14 % ! « Cela ne permettra en aucun cas une réforme ambitieuse », souligne l'Unef. Ce sous-financement devrait surtout entraîner un nouveau recul de la dépense par étudiant, qui a déjà baissé de 10 % en l'espace de dix ans.

